



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères DFAE  
Secrétariat général SG-DFAE  
Présence Suisse



**LA SUISSE  
VUE DE  
L'ÉTRANGER**  
ANALYSE 2025



# L'essentiel en bref

- **Perception internationale équilibrée:** En 2025, l'image de la Suisse à l'étranger offrait un tableau globalement équilibré. Aucun narratif positif ou négatif n'a été suffisamment puissant pour influencer unilatéralement sur la perception de la Suisse. Dans un contexte marqué par des tensions politiques et économiques, la présentation de la Suisse dans les médias étrangers a oscillé, selon les sujets, entre des accents plutôt critiques et d'autres clairement positifs. Cela s'est traduit par une représentation variée et nuancée du pays. Qu'il s'agisse du ton adopté ou du volume d'articles consacrés, la couverture médiatique de la Suisse à l'étranger s'est maintenue au niveau de l'année précédente. En 2025, la Suisse jouit d'une très bonne image auprès du grand public à l'étranger et fait partie des pays ayant la meilleure réputation au monde.
- **Événements marquants dans la couverture médiatique internationale de la Suisse:** La perception de la Suisse par les médias étrangers en 2025 a été particulièrement marquée par des événements extérieurs: ce sont les droits de douane punitifs américains exceptionnellement élevés sur les importations suisses qui ont eu le plus grand écho médiatique. La dynamique autour de l'annonce, de l'introduction, puis du retrait partiel des droits de douane a dominé la couverture médiatique de la Suisse pendant des mois. Celle-ci a été présentée dans les médias à la fois comme un pays exposé sur le plan économique, mais aussi capable de trouver une solution pragmatique aux problèmes. L'éboulement de Blatten a également eu un très fort retentissement médiatique dans le monde entier. La Suisse a donc surtout attiré l'attention des médias étrangers lorsque sa résilience, sa gestion de crise et sa capacité à résoudre les problèmes ont été mises à l'épreuve.
- **Excellente image de la Suisse auprès de la population étrangère:** En 2025, la Suisse jouissait d'une excellente image globale auprès du grand public à l'étranger, comme le montre une enquête menée l'été dernier. Elle figurait parmi les cinq pays les mieux classés au monde selon l'Anholt Nation Brands Index, notamment grâce à des résultats remarquables dans les domaines de la compétence du gouvernement, de la stabilité politique et de la qualité de vie. Les Suissesses et les Suisses sont perçus à l'étranger comme sympathiques et compétents. Comme les années précédentes, la perception de la Suisse sur le plan culturel et sportif est plus réservée.
- **Réserve liée à la catastrophe de Crans-Montana:** Cette analyse de l'image de la Suisse vue de l'étranger en 2025 fait abstraction des conséquences possibles de l'incendie dévastateur de Crans-Montana, qui a fait de nombreuses victimes suisses et d'autres pays dans la nuit de la Saint-Sylvestre. Cet événement tragique a suscité non seulement une grande émotion au niveau international, mais aussi un écho médiatique exceptionnel, qui pourrait avoir influencé la perception de la Suisse à l'étranger. Ses effets, toutefois, n'ont pas encore été pris en compte dans le présent rapport en raison du changement d'année. L'analyse 2025 offre donc un état des lieux de l'image de la Suisse avant ce tournant et constitue un point de référence à partir duquel sera évaluée l'évolution future de la perception de la Suisse à l'international.

## **Présence Suisse**

*Rattachée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), l'unité Présence Suisse est responsable de la communication internationale. Instrument de défense des intérêts du pays, Présence Suisse analyse systématiquement l'image de la Suisse à l'étranger et met sur pied des mesures de communication adaptées à différents groupes cibles. Les campagnes thématiques, les activités numériques, la participation à des expositions universelles et, par l'intermédiaire des House of Switzerland, à de grandes manifestations internationales, ainsi que les projets de communication, les voyages de délégations et les relations avec les médias, sont quelques-uns des outils de la communication internationale, dont le Conseil fédéral redéfinit régulièrement la stratégie.*

## **Renseignements**

*DFAE, Présence Suisse, Effingerstrasse 27, 3003 Berne, [prs@eda.admin.ch](mailto:prs@eda.admin.ch)*

# Sommaire

---

|   |           |
|---|-----------|
| <b>L'essentiel en bref</b>                                    | <b>3</b>  |
| <b>Aperçu</b>   | <b>5</b>  |
| <b>La Suisse à travers le prisme des médias étrangers</b>     | <b>7</b>  |
| Politique commerciale américaine                              | 9         |
| Place financière suisse                                       | 13        |
| Politique européenne de la Suisse                             | 17        |
| Démocratie directe et politique suisse                        | 18        |
| Politique de sécurité, neutralité et bons offices             | 21        |
| Environnement et société                                      | 27        |
| Grands événements culturels et sportifs en Suisse             | 28        |
| <b>Perception de la Suisse par la population à l'étranger</b> | <b>30</b> |
| <b>L'image de la Suisse à l'étranger en 2025</b>              | <b>38</b> |

# Aperçu

Comment la Suisse a-t-elle été perçue à l'étranger en 2025 ? Quels sont les sujets, événements et narratifs en lien avec la Suisse qui ont retenu l'attention et comment ont-ils marqué la couverture médiatique en dehors de nos frontières ? Autant de questions auxquelles l'analyse annuelle de Présence Suisse tente de répondre.

L'image d'un pays est fortement influencée par des stéréotypes ancrés et n'évolue en général que lentement. Cependant, cette relative inertie se heurte de plus en plus souvent au contexte international actuel, caractérisé par une incertitude croissante et une tendance à la confrontation. Au niveau de la communication aussi, le ton s'est durci. Or, pour les pays de taille moyenne et petite qui ne disposent que d'instruments de pouvoir limités, le soft power basé sur une image positive et stable – à savoir la capacité d'un pays à exercer une influence et à avoir un impact grâce à son attractivité, la confiance qu'il inspire et sa crédibilité –, reste central. Dans un contexte où l'ordre fondé sur des règles menace de s'éroder, une image positive peut constituer un élément stabilisateur qui aide à amortir les changements disruptifs, dans le domaine économique par exemple.

Dans le présent rapport, l'analyse de l'image de la Suisse à l'étranger repose sur deux angles d'approche essentiels. La première partie met l'accent sur la représentation de la Suisse dans les principaux médias étrangers et sur les réseaux sociaux. Elle étudie les contextes dans lesquels le pays a fait parler de lui, dans une actualité internationale riche en événements, ainsi que le ton adopté et les schémas d'interprétation dominants. Mais l'attention médiatique suit sa propre logique : elle est sélective et a généralement tendance à privilégier les contenus alarmistes, clivants ou à fort impact émotionnel. Par conséquent, elle ne reflète ni l'ensemble des événements se produisant dans le pays, ni la perception nuancée de larges couches de la population. C'est pourquoi le rapport analyse, dans sa deuxième partie, la façon dont le public perçoit la Suisse à l'étranger. Il s'appuie pour cela sur les données de l'Anholt Nation Brands Index (NBI) 2025, une enquête réalisée auprès d'un échantillon représentatif et régulièrement menée dans vingt pays, qui compare l'image de cinquante pays au total en fonction de différentes dimensions.

Les sujets qui façonnent l'image internationale de la Suisse au cours d'une année dépendent largement du contexte mondial. L'année 2025 a de nouveau été marquée par des tensions géopolitiques, des incertitudes dans le domaine du commerce mondial et une fragmentation croissante de l'ordre international. Dans ce contexte, l'intérêt des médias étrangers s'est particulièrement porté sur le positionnement politique de la Suisse, sa résilience économique et son rôle à l'international.

Certaines évolutions sur le plan de la politique intérieure et de grands événements internationaux ont également influencé leur perception.

De ce point de vue, 2025 a été une année globalement équilibrée en ce qui concerne l'image de la Suisse à l'étranger. Aucun narratif positif ou négatif n'a été suffisamment puissant pour influencer unilatéralement sur la perception de la Suisse. Comme l'année précédente, la présentation de la Suisse dans les médias étrangers s'est caractérisée par un mélange de reconnaissance et d'aspects critiques. Que ce soit en termes de volume ou de ton adopté, la couverture médiatique s'est globalement maintenue à un niveau comparable. C'est principalement le thème des droits de douane punitifs américains exceptionnellement élevés sur les importations suisses qui a valu à la Suisse une attention médiatique importante et parfois critique. À cet égard, il est frappant de constater l'intensité du débat médiatique à propos du rôle joué par le secteur privé suisse dans la diplomatie des taxes douanières. En ce qui concerne la place financière, l'attitude d'UBS face au projet de durcissement de la réglementation bancaire a fait couler beaucoup d'encre. En matière d'environnement, c'est l'effondrement de Blatten qui a eu le plus fort retentissement médiatique. Le rôle de la Suisse en tant qu'hôte de grands événements internationaux a donné lieu à des comptes rendus positifs dans les médias. Ainsi, l'organisation du Concours Eurovision de la chanson à Bâle a été largement saluée à l'étranger. Cela a renforcé l'image d'une Suisse ouverte sur le monde et sympathique, qui sait se mettre en valeur sur la scène internationale. La visibilité médiatique répétée des bons offices de la Suisse – par exemple lors de discussions au sommet à Genève – a aussi contribué à consolider l'image positive du pays. Ce mélange de critiques ponctuelles et d'échos foncièrement positifs est caractéristique de la façon dont la Suisse a été perçue par les médias étrangers en 2025.

L'enquête menée à l'été 2025 a montré que la Suisse jouissait, auprès du public à l'étranger, d'une réputation extrêmement positive et stable par rapport aux années précédentes. Elle a également obtenu de très bons résultats en comparaison avec des pays structurellement similaires. Sa gouvernance et son système politique ont été jugés de façon particulièrement positive, et elle est considérée comme un lieu de vie et de travail attrayant. Perçue comme étant amicale et hautement qualifiée, la population suisse vient encore renforcer cette image. Comme les années précédentes, la vision de la Suisse dans les domaines de la culture et du sport est légèrement plus mesurée.

Cette analyse de l'image de la Suisse vue de l'étranger en 2025 est toutefois soumise à une réserve de taille. Aux premières heures de la nuit de la Saint-Sylvestre, un incendie dévastateur à Crans-Montana a fait de nombreuses victimes, jeunes pour la plupart, originaires de Suisse et de divers autres pays. Cet événement tragique a suscité une grande émotion en Suisse et à l'étranger et assombri le début de l'année 2026. Le travail d'analyse prendra du temps. Mais il apparaît d'ores et déjà que cet événement, qui a eu un retentissement médiatique exceptionnel, a peut-être influencé la perception de la Suisse à l'étranger. Ses effets, toutefois, n'ont pas été pris en compte dans le présent rapport en raison du changement d'année. L'analyse 2025 offre donc un état des lieux de l'image de la Suisse avant ce tournant et constitue un point de référence à partir duquel sera évaluée l'évolution future de la perception de la Suisse à l'international.

# La Suisse à travers le prisme des médias étrangers

**«The alpine nation  
that spent centuries  
perfecting the art of independence  
is learning, against its will,  
the price of isolation  
in an age of economic war-fare  
and aggressive mercantilism.»**

**Foreign Policy, USA  
11.11.2025**



**«Of all the countries  
that expected to be immune  
to President Trump's tariffs,  
Switzerland was at the top  
of the list.»**

**The New York Times, USA  
04.04.2025**

**«Die Schweiz setzte auf die USA  
statt auf die EU – das rächt sich jetzt  
im Zollkrieg»**

**Der Standard, Österreich  
10.08.2025**

## Politique commerciale américaine

Rares sont les sujets à avoir autant fait parler de la Suisse à l'étranger en 2025 que sa confrontation avec la politique commerciale du gouvernement américain. L'attention des médias s'est focalisée sur les réactions face aux droits de douane punitifs annoncés, puis mis en œuvre sur les importations suisses, sur leurs conséquences économiques ainsi que sur la perception internationale de la Suisse dans le contexte des négociations avec Washington. L'annonce des droits de douane américains à l'encontre de nombreux pays début avril avait déjà fortement marqué l'actualité médiatique internationale, mais aussi la couverture médiatique étrangère en lien avec la Suisse. Après l'annonce des taxes douanières prévues pour la Suisse, nombre de commentateurs ont souligné que celle-ci faisait partie des pays les plus durement touchés, bien davantage que l'UE par exemple. De nombreux médias ont interprété cela comme un échec de ce qui était jusqu'alors perçu comme la stratégie de la Suisse – se protéger des mesures punitives américaines en se démarquant de l'UE en matière de politique commerciale –, stratégie qui avait suscité le scepticisme, notamment dans les pays voisins.

Les médias étrangers ont aussi analysé dès le début, puis de façon répétée, l'impact de ces droits de douane américains élevés sur des **secteurs exportateurs suisses**. Les effets économiques consécutifs tels que les variations des taux de change, une éventuelle délocalisation de la production à l'étranger et un ralentissement de la dynamique d'exportation ont également été évoqués. Au cours de l'année, de nombreux médias ont régulièrement posé la question de savoir si un renforcement du lien avec l'UE pourrait offrir à la Suisse une base plus stable en matière de politique économique à l'avenir. À cet égard, l'expérience des droits de douane américains a souvent été interprétée comme une possible rupture dans la stratégie économique extérieure de la Suisse.

Avec l'**introduction effective de droits de douane de 39 % sur les produits suisses** le 1<sup>er</sup> août 2025, le pays fait l'objet d'un nouveau pic d'attention dans les médias. Le niveau exceptionnel de ces derniers a fait la une de la presse étrangère. Les principaux médias du monde ont considéré la décision du gouvernement américain comme particulièrement lourde de conséquences pour la Suisse, pays tourné vers l'exportation, et ont fait état d'un pays surpris par cette décision et sous le choc. Des spéculations sur d'éventuelles erreurs dans l'approche diplomatique ont également alimenté les analyses médiatiques. Plusieurs commentaires ont suggéré que la Suisse avait trop misé sur un traitement spécial de la part des États-Unis et avait donc tardé à réagir à la menace. La conversation téléphonique entre la présidente de la Confédération Karin Keller-Sutter et le président américain Donald Trump, peu avant l'annonce des droits de douane, ainsi que les tentatives de renégociation de la délégation suisse, infructueuses dans un premier temps, ont également donné lieu à une large couverture médiatique.

La conclusion en novembre d'un **protocole d'entente entre la Suisse et les États-Unis** visant à réduire les droits de douane américains à 15 % a de nouveau trouvé un écho médiatique important à l'étranger. L'accord a été considéré au niveau international comme une bouffée d'oxygène pour l'économie suisse. En parallèle, les conditions de l'accord ont également été mises en avant, notamment l'annonce par la Suisse d'investissements à hauteur de 200 milliards de dollars aux États-Unis. Dans le prolongement du débat politique intérieur qui s'est ouvert, certains médias étrangers se sont demandé si la Suisse n'avait pas été trop conciliante avec l'administration Trump. Par ailleurs, **de nombreux médias ont critiqué la manière dont l'accord avait été conclu**. Le rôle d'une délégation de représentants du monde économique suisse, qui avait rencontré le président Trump quelques semaines auparavant, a été particulièrement controversé. À l'époque déjà, la rencontre avait suscité des réactions sceptiques dans les médias étrangers. Bien qu'il ait été souligné qu'il ne s'agissait pas d'une mission gouvernementale officielle, différents médias se sont interrogés d'un ton critique sur l'opportunité de voir des acteurs économiques représenter les intérêts centraux de la Suisse parallèlement à la diplomatie officielle.

Le rôle éminent du secteur privé dans les négociations avec les États-Unis a donné lieu à un débat médiatique persistant sur la frontière entre lobbying économique et influence politique. Si le rôle de la délégation économique a été si controversé, c'est aussi du fait des **cadeaux offerts** au président Trump dans le cadre de la rencontre : un lingot d'or personnalisé et une horloge Rolex. Ces derniers ont été présentés à plusieurs reprises comme des moyens d'influence discutables et à la limite de la légalité. En Allemagne, où les critiques ont été particulièrement virulentes, des accusations de « corruption approuvée par l'État » et de « capitulation devant Trump » ont donné le ton de certains articles. Cet épisode a été largement interprété par les médias comme le symbole d'un **dilemme stratégique entre intégrité de l'État et pragmatisme économique**.



**«The Gold Bar Diplomacy  
That Won Switzerland  
a Trade Deal With Trump»**

**The Wall Street Journal, USA**

**14.11.2025**

**«Der Zoll-Deal mit Trump  
ist ein Armutszeugnis für die Schweiz.  
Die Regierung hat vor  
der Macht des Geldes kapituliert  
und einer Handvoll Wirtschaftsführern  
das Heft des Handelns überlassen.»**

**Frankfurter Allgemeine Zeitung, Deutschland**

**16.11.2025**

**«Nach dem Untergang der Credit Suisse  
zieht die Schweizer Regierung  
in der Bankenregulierung die Zügel an.»**

**Frankfurter Allgemeine Zeitung, Deutschland  
06.06.2025**

**«No matter how well UBS performs,  
its future is overshadowed  
by a host of misfortunes,  
with the ATI scuffle  
and the Swiss government's efforts  
to hike the bank's capital  
demands uppermost.»**

**Bloomberg, USA  
30.10.2025**

 **UBS**



## Place financière suisse

L'année dernière, les articles de la presse internationale consacrés à la place financière suisse ont traité principalement des **suites politiques et juridiques de la reprise en urgence de Credit Suisse par UBS**. L'attention s'est focalisée sur les conséquences et les défis de la chute de Credit Suisse pour la Suisse et pour la grande banque issue de la fusion. L'arrêt du Tribunal administratif fédéral concernant l'amortissement des obligations AT1 a par exemple été relayé dans certains médias. Le constat du Tribunal selon lequel la FINMA ne disposait pas de la base légale nécessaire pour procéder à un amortissement intégral a été relaté en détail. De nombreux articles ont évoqué à ce propos d'éventuelles demandes d'indemnisation se chiffrant en milliards et ont soulevé la question de savoir qui, d'UBS ou de l'État suisse, devrait les assumer. L'incertitude qui en résulte a souvent été considérée comme un risque pour la banque et la place financière suisse.

Autre thème central de la couverture médiatique de la place financière: le débat relatif à la **future réglementation bancaire** en Suisse. Les propositions d'augmentation des exigences de fonds propres pour les banques d'importance systémique présentées par le Conseil fédéral au début de l'été ont été considérées comme une conséquence forte de la faillite de Credit Suisse. En même temps de nombreux commentateurs ont souligné le fait qu'il s'agissait de mesures provisoires encore susceptibles d'être atténuées dans le cadre du processus politique. L'attitude hostile d'UBS, qui voit dans ces propositions un danger pour sa compétitivité internationale, ainsi que son intense travail de lobbying ont aussi été largement relayés. Les spéculations sur une possible délocalisation du siège d'UBS aux États-Unis en réaction aux nouvelles exigences de capital ont également suscité beaucoup d'intérêt. Dans ce contexte, la question de l'importance du statut d'origine suisse de la banque a été soulevée à plusieurs reprises.

Les **défis concrets d'UBS** en tant que successeur juridique de Credit Suisse ont également été abordés dans les médias internationaux en diverses occasions. Les accusations réitérées de liens dissimulés entre le Credit Suisse et les nazis ont ainsi été mentionnées à plusieurs reprises, de même que l'enquête en cours du Congrès américain sur la disparition de biens de victimes de l'Holocauste. En revanche, d'autres anciens dossiers juridiques de Credit Suisse, dont une procédure aux États-Unis pour aide à l'évasion fiscale ou une condamnation par un tribunal de l'UE pour entente cartellaire, n'ont trouvé que peu d'écho dans les médias étrangers. De son côté, UBS a parfois fait les gros titres en raison de ses propres procédures juridiques, par exemple dans le cadre d'un accord trouvé avec l'État français qui l'accusait d'avoir aidé des citoyens français à échapper à l'impôt et dans lequel elle s'engage à payer une amende et des dommages et intérêts à hauteur de plusieurs millions.

Les autres établissements financiers n'ont attiré l'attention des médias étrangers que de manière ponctuelle. Il a été fait état d'une procédure d'exécution (enforcement) ouverte par la FINMA à l'encontre de la banque Julius Baer en raison de pertes élevées en relation avec le groupe Signa, ainsi que d'une enquête de la FINMA à l'encontre de la banque Reyl pour des dysfonctionnements présumés dans la lutte contre le blanchiment d'argent. Quant à la filiale de HSBC en Suisse, des articles ont relaté qu'elle avait mis fin à ses relations d'affaires avec plusieurs clients du Proche-Orient après la révélation d'infractions aux prescriptions en matière de blanchiment d'argent. Le changement de direction chez Julius Baer, une cyberattaque contre UBS et Pictet ou la consolidation croissante au sein du secteur bancaire suisse sont autant de thèmes qui ont aussi retenu l'attention des médias.

**L'état général de la place financière suisse** a également été l'objet de commentaires dans les médias étrangers, où il a été diversement apprécié. La plupart des articles ont certes souligné que le site restait caractérisé par sa fiabilité institutionnelle et sa stabilité politique. Mais d'autres ont aussi fait remarquer que la place financière suisse était sous pression, en raison notamment des incertitudes liées aux procédures juridiques, des projets de réforme de la réglementation et de la détérioration durable de son image à la suite de la chute de Credit Suisse. Dans ce contexte, certains articles ont diagnostiqué une baisse d'attractivité de la Suisse pour la gestion de fortune internationale et souligné la concurrence croissante émanant d'autres centres financiers.



**«In Swiss they trust,  
though the banks are not  
as cool as before»**

***The Economic Times, Indien  
25.06.2025***

**«A proudly independent  
European nation  
confronted with  
a stark political choice»**

**Financial Times, UK  
01.07.2025**

**«Rational ist vielen Schweizern  
durchaus bewusst,  
dass sie ihren Wohlstand  
in erheblichem Mass der engen  
Verflechtung mit Europa verdanken.  
Emotional sträuben sie sich aber  
gegen eine engere Anbindung.»**

**Frankfurter Allgemeine Zeitung, Deutschland  
12.02.2025**

**#SwissEUrelation**



## Politique européenne de la Suisse

En 2025, les relations entre la Suisse et l'UE ont trouvé une place modérée en termes de volume, mais néanmoins régulière, dans les médias étrangers. **L'accord conclu en décembre 2024 dans le cadre des négociations entre la Suisse et l'UE** en vue de stabiliser et de développer la voie bilatérale a suscité un certain intérêt en début d'année. Des analyses sur la signification politique de l'accord ont été publiées en particulier dans les pays voisins, certains commentaires faisant état à cette occasion d'un scepticisme profondément ancré dans la population suisse vis-à-vis de l'UE. De plus, il a souvent été souligné que l'accord devait encore être ratifié et surmonter l'obstacle d'une éventuelle votation populaire. Les conséquences économiques d'un éventuel échec de l'accord ont été évoquées, notamment dans les médias allemands.

Au fil de l'année, les médias étrangers ont parfois relayé les **débats politiques internes** autour de l'accord. Il a notamment été fait mention de la menace de sécession de certains cantons en cas d'approbation brandie par des représentants de l'UDC, ainsi que de l'initiative « Boussole » lancée par des entrepreneurs critiques à l'égard de l'UE afin de créer des obstacles supplémentaires à l'adoption. Autre thème récurrent susceptible d'influencer les relations avec l'UE : l'initiative de l'UDC « Pas de Suisse à 10 millions ! », qui vise à limiter l'immigration et, si nécessaire, à mettre fin à la libre circulation des personnes, menaçant ainsi les accords bilatéraux. Plusieurs médias ont souligné que le Conseil fédéral, le Parlement et les milieux économiques s'opposaient certes à l'initiative, mais que son succès n'était pas exclu.

Outre les aspects politiques et économiques d'un développement des relations avec l'UE, des projets de coopération concrets ont trouvé un écho positif – par exemple l'accord sur la participation de la Suisse au programme de recherche **« Horizon Europe »** ou la collaboration avec la Pologne dans le cadre de la **deuxième contribution de la Suisse** en faveur de certains membres de l'UE. Enfin, dans le contexte du conflit douanier avec les États-Unis, plusieurs médias étrangers se sont demandé si cela allait conduire à un rapprochement plus étroit entre la Suisse et l'UE. Il a été constaté à cette occasion que, du point de vue suisse, l'UE revenait au centre des considérations de politique économique.

## Démocratie directe et politique suisse

Comme les années précédentes, plusieurs objets soumis à la votation fédérale ont trouvé un certain retentissement médiatique à l'étranger, plus ou moins important selon les sujets. L'**initiative de la JS sur la taxation des héritages**, soumise à la votation à l'automne, a particulièrement capté l'attention. L'intérêt des médias s'est principalement porté sur les conséquences économiques redoutées en cas d'acceptation, par exemple un exode de contribuables fortunés. La question de savoir si cette initiative pourrait changer l'image de la Suisse en tant que lieu sûr pour les personnes aisées a également été discutée à maintes reprises. Sur la base des sondages réalisés avant la votation et du rejet net de l'initiative, les médias ont conclu à un engagement clair de l'électorat en faveur d'une politique fiscale favorable aux plus fortunés.

D'autres textes, comme l'initiative Service citoyen, la suppression de la valeur locative ou des « curiosités » telles que la votation zurichoise sur l'interdiction des souffleuses de feuilles à essence, ont également suscité l'intérêt des médias. Le rejet de l'« Initiative pour la responsabilité environnementale » a été principalement relayé par des médias européens et commenté de manière factuelle dans la plupart des cas. Le vote sur l'identité numérique (e-ID) a eu un certain écho au Royaume-Uni, le gouvernement britannique ayant récemment présenté des plans pour un projet similaire.

Le système politique suisse en tant que tel a également été un sujet récurrent dans les médias internationaux. Les médias étrangers ont régulièrement loué, concernant la Suisse, la possibilité pour la population de participer à la politique, la confiance dans les institutions et l'implication des groupes sociaux les plus divers dans le gouvernement. Le **modèle suisse de démocratie directe** a été explicitement cité en exemple à plusieurs reprises. Dans le même temps, certains commentaires ont attiré l'attention sur de potentiels **défis pour le système** : ainsi, la démocratie directe pourrait parfois conduire à des risques économiques difficilement calculables, par exemple dans le cadre du débat sur la fiscalité successorale ou des négociations bilatérales avec l'UE.




**«Et surtout,  
de votation en votation,  
les citoyens helvétiques  
font preuve  
d'une maturité exemplaire.»**

**L'Express, Frankreich  
01.12.2025**

**«Unser Nachbarland, die Schweiz,  
hat [...] das derzeit  
wahrscheinlich beste  
Demokratisystem weltweit.»**

**Der Standard, Österreich  
22.02.2025**





**«Die Schweiz wird sich bald die Frage stellen müssen, welche Rolle sie in einem sich auch sicherheitspolitisch neu sortierenden Europa einnehmen möchte.»**

**Süddeutsche Zeitung, Deutschland  
14.03.2025**



**«Auch die Schweiz  
kann sich als Loch im Donut  
nicht mehr sicher fühlen.»**

**Frankfurter Allgemeine Zeitung, Deutschland  
03.03.2025**

## Politique de sécurité, neutralité et bons offices

Dans un contexte de tensions géopolitiques mondiales et d'enjeux en matière de politique de sécurité, la Suisse a ponctuellement attiré l'attention des médias étrangers l'année dernière, avec une large diversité de thèmes traités. Compte tenu de l'évolution de la menace en Europe, la **politique de sécurité et de défense de la Suisse** et son rôle au sein du système de défense européen ont fait l'objet de discussions répétées. Les principaux médias allemands ont parfois critiqué la Suisse, la qualifiant de « profiteuse » qui, en matière de politique de sécurité, campe sur sa neutralité sans contribuer de manière significative à la sécurité collective de l'Europe. Les déclarations de la présidente de la Confédération Karin Keller-Sutter commentant des passages controversés du discours du vice-président américain J.D. Vance lors de la Conférence de Munich sur la sécurité ont également été interprétées comme des louanges par les médias allemands et ont parfois suscité des répliques critiques. Les médias étrangers ont parlé de manière plus objective, bien que plus discrète, du renforcement prévu de la collaboration avec l'UE dans le domaine de l'acquisition d'armements ainsi que de la participation suisse au projet « Military Mobility » de la Coopération structurée permanente de l'UE (PESCO).

Les faiblesses structurelles de l'**armée suisse** ont également été abordées. La démission de la conseillère fédérale Viola Amherd et d'autres dirigeants clés du DDPS et de l'armée au début de l'année a été vue par certains grands médias européens comme le signe d'une crise de leadership au sein des institutions de politique de défense de la Suisse. Les difficultés rencontrées dans l'acquisition d'armements ont également été l'objet de l'attention médiatique, notamment l'augmentation du coût des avions de combat F-35A commandés aux États-Unis. Les majorations de prix demandées par les Américains et les discussions politiques internes qui en ont résulté ont surtout été évoquées dans les pays voisins. Le débat sur l'**assouplissement des règles de réexportation du matériel de guerre** de fabrication suisse a également retenu l'attention de certains médias. À ce propos, le projet de modification de la loi sur le matériel de guerre a souvent été vu comme une mesure de politique économique visant à renforcer une industrie suisse de l'armement en difficulté et le signe d'une approche plus pragmatique de la neutralité.

Cette année encore, la question de la **neutralité suisse** a été évoquée dans la presse essentiellement dans des articles consacrés à la guerre en Ukraine. Malgré un intérêt déclinant des médias pour le positionnement de la Suisse dans la guerre en Ukraine par rapport aux années précédentes, les médias russes ont continué de relayer régulièrement le reproche selon lequel la Suisse aurait perdu sa neutralité et sa crédibilité en tant que médiateur en adoptant les sanctions occidentales et en organisant la conférence sur la paix au Bürgenstock sans la participation de la Russie. Parallèlement, les médias du monde entier ont rendu compte des initiatives diplomatiques de la Suisse, parmi lesquelles les discussions non officielles entre représentants russes et américains sur le sol suisse, l'offre de la Suisse d'organiser une rencontre entre les présidents Poutine et Trump ainsi que les différentes propositions d'organisation d'un éventuel sommet russo-ukrainien à Genève. Bien que la Russie ait rejeté ces différentes offres de médiation, Genève a régulièrement figuré dans les médias comme potentielle ville hôte pour des pourparlers de paix.

Les **bons offices de la Suisse** – que ce soient ses activités de facilitation ou de médiation dans la résolution de conflits internationaux, l'exercice de mandats de puissance protectrice ou sa fonction d'État hôte –, ont été diversement perçus selon les médias. Certains ont fait état d'une éventuelle perte d'influence de la Suisse dans le rôle d'État hôte au regard de la concurrence accrue d'autres centres diplomatiques. D'autres, au contraire, ont souligné l'énorme visibilité médiatique qu'a obtenue la ville romande en accueillant les négociations commerciales à haut niveau entre les États-Unis et la Chine en mai ainsi que le dialogue sur la paix en Ukraine initié par les États-Unis en novembre. Bien que le rôle de la Suisse ait rarement été mis en avant, les médias étrangers ont, en cette période de grands défis, régulièrement attiré l'attention sur Genève en tant que ville internationale et traditionnel lieu de dialogue et renforcé l'image de la Suisse en tant que place diplomatique de choix.



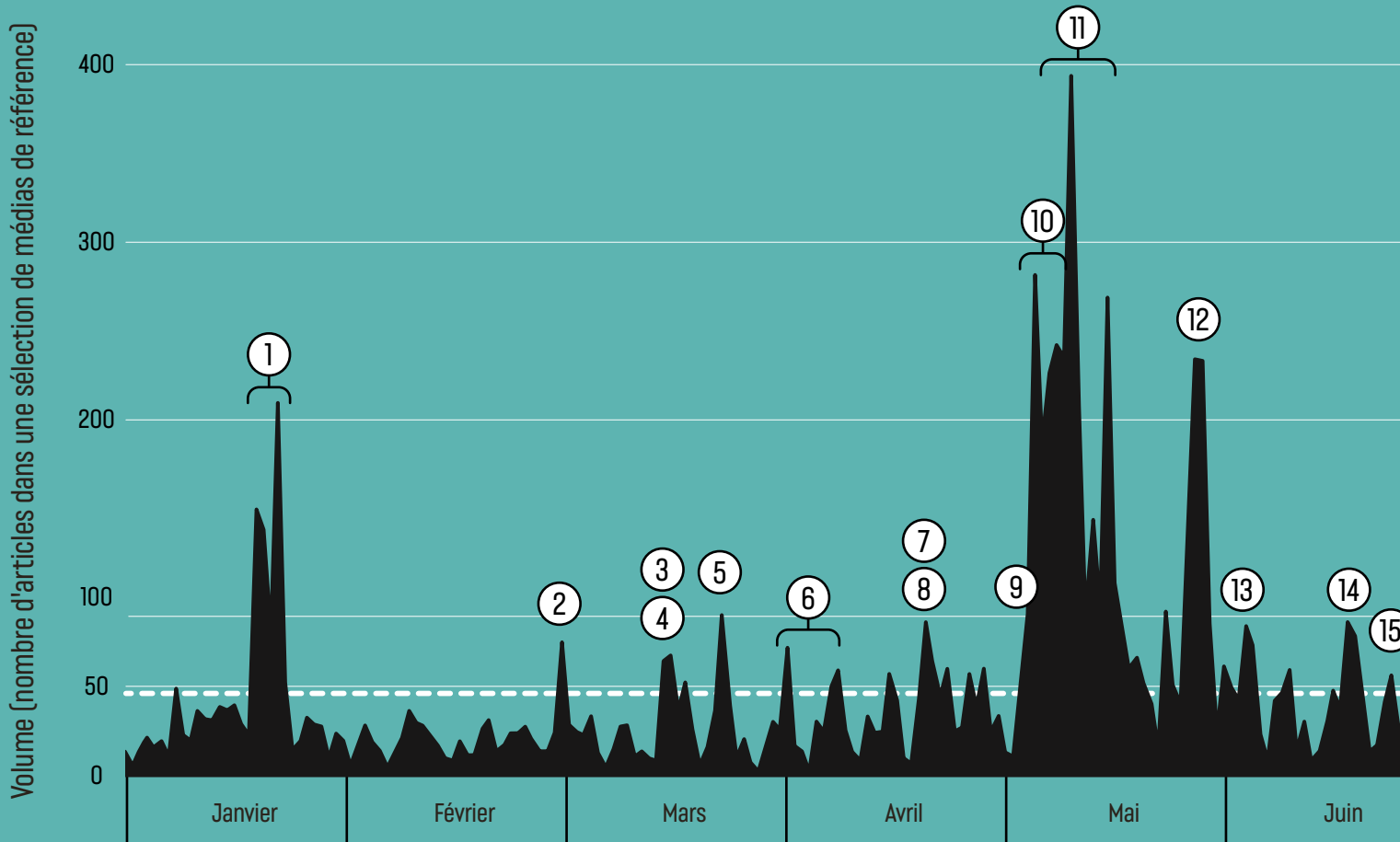


***«Geneva once again  
finds itself hosting high-stakes  
trade talks between  
the world's biggest economies.»***

***The Economist, UK  
07.05.2025***

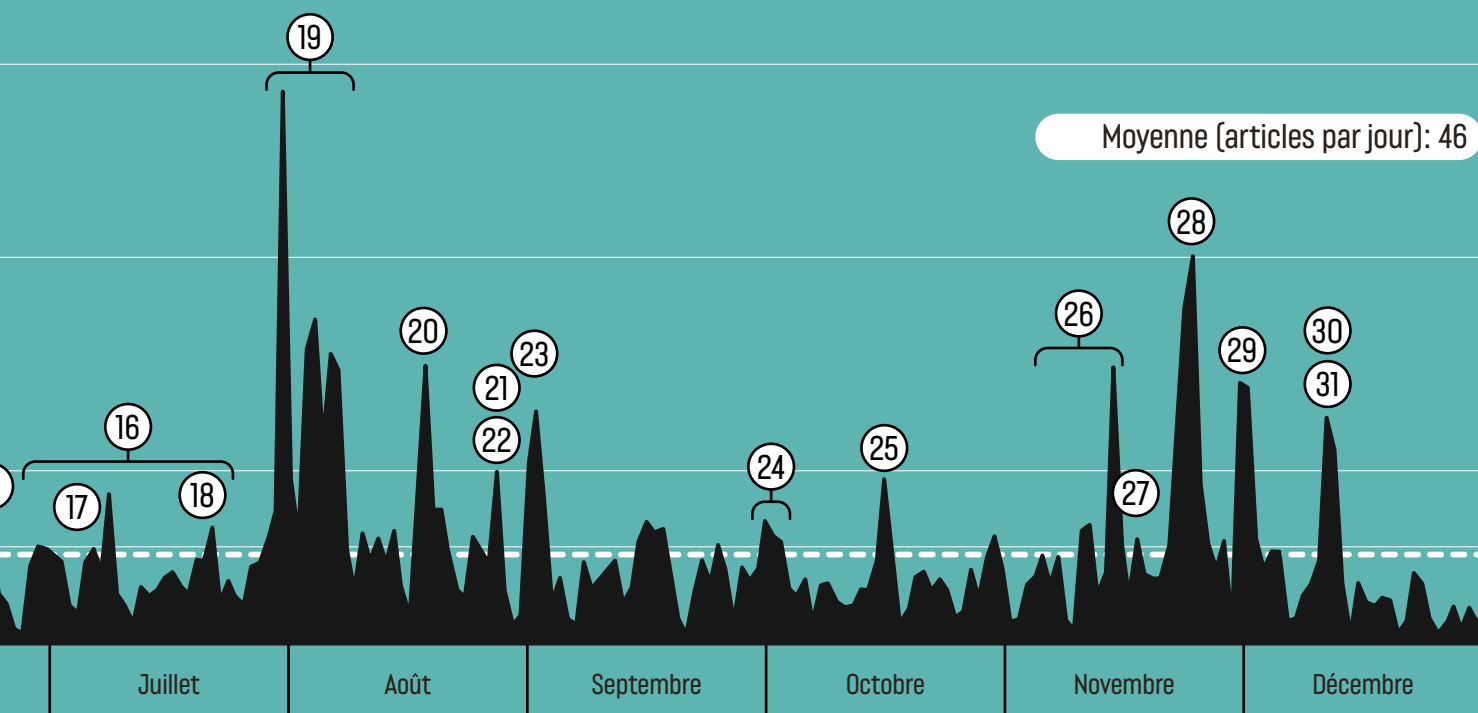
# Graphique 1

## Évolution de la couverture médiatique étrangère en lien avec la Suisse en 2025

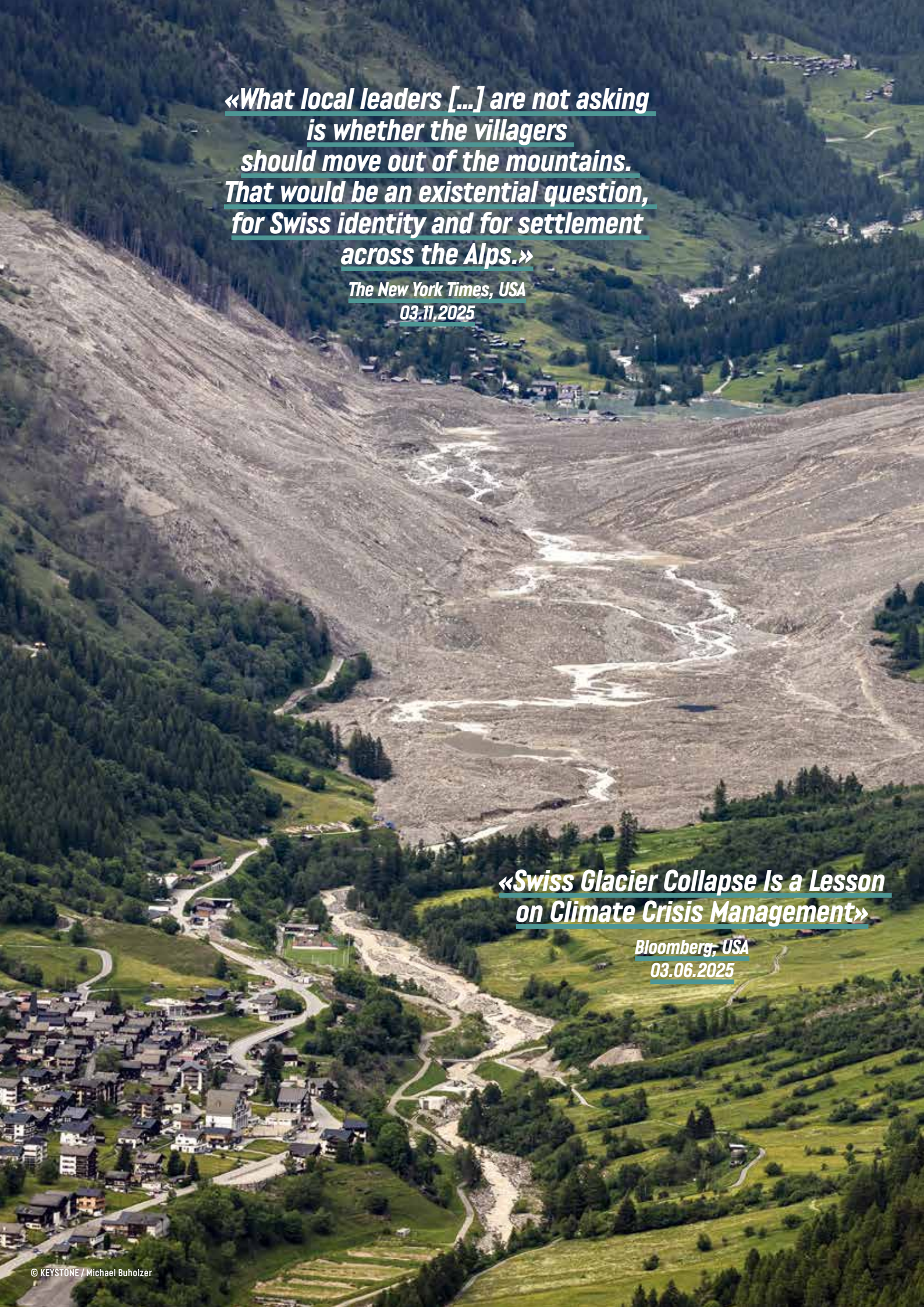


Principaux événements en lien avec la Suisse couverts par les médias étrangers par ordre chronologique. Les événements numérotés ont été sélectionnés en raison de leur importance et du volume d'articles générés ; ils sont détaillés dans le présent rapport.

- 1 World Economic Forum (WEF)
- 2 Tribunal pénal fédéral : ouverture de la procédure d'appel contre les anciens dirigeants du football Sepp Blatter et Michel Platini
- 3 Réglementation bancaire : articles sur les conséquences possibles pour UBS
- 4 Décès de l'écrivain suisse Peter Bichsel
- 5 Tribunal pénal fédéral : jugement en appel contre les anciens dirigeants du football Sepp Blatter et Michel Platini
- 6 Droits de douane américains : articles sur les effets des taxes douanières prévues contre la Suisse
- 7 Droits de douane américains : articles sur les effets des taxes douanières prévues contre la Suisse
- 8 Démission de Klaus Schwab de la présidence du conseil de fondation du WEF
- 9 UBS/CS : accord dans le litige fiscal avec les États-Unis
- 10 Droits de douane américains : annonce et tenue de discussions entre les États-Unis et la Chine à Genève



- |   |   |
|---|---|
| 11 Concours Eurovision de la chanson (ESC) à Bâle   | 22 Tribunal pénal fédéral : le jugement en appel contre Sepp Blatter et Michel Platini devient définitif  |
| 12 Éboulement à Blatten (VS)  | 23 Licenciement du PDG de Nestlé  |
| 13 Réglementation bancaire : propositions présentées par le Conseil fédéral   | 24 Articles sur la poursuite de la fonte des glaciers en Suisse   |
| 14 BNS : baisse du taux directeur   | 25 Suppressions des postes chez Nestlé  |
| 15 Articles sur les effets du changement climatique dans les Alpes suisses  | 26 Droits de douane américains : rencontre entre des représentants de l'économie suisse et le président Trump ; cadeaux en or ; signature d'une déclaration d'intention Suisse-États-Unis pour réduire les taxes douanières |
| 16 UEFA Women's EURO 2025 en Suisse   | 27 UBS/CS : discussions exploratoires sur un éventuel transfert du siège d'UBS aux États-Unis   |
| 17 Restrictions d'accès à la piscine en plein air de Porrentruy (JU)  | 28 Discussions de haut niveau à Genève entre les États-Unis et l'Ukraine en vue de possibles négociations de paix   |
| 18 UBS/CS : arrêt du Tribunal de l'UE pour entente cartellaire de CS  | 29 Votation fédérale : initiative sur la taxation des héritages   |
| 19 Droits de douane américains : annonce d'un taux de 39 % pour la Suisse ; délégation du Conseil fédéral à Washington DC | 30 Le yodel inscrit au patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO   |
| 20 Genève évoquée comme lieu possible d'une rencontre entre Zelensky et Poutine   | 31 Nemo restitue le trophée de l'ESC  |
| 21 Émeutes dans le quartier de Prélaz à Lausanne  |   |

An aerial photograph of a mountain valley. In the center, a large, light-colored debris flow (a talus cone) has spread across the valley floor, with a riverbed winding through it. The surrounding slopes are covered in dense green forests. In the foreground, a small village with several buildings and a road is visible. The sky is clear and blue.

**«What local leaders [...] are not asking  
is whether the villagers  
should move out of the mountains.  
That would be an existential question,  
for Swiss identity and for settlement  
across the Alps.»**

*The New York Times, USA  
03.11.2025*

**«Swiss Glacier Collapse Is a Lesson  
on Climate Crisis Management»**

*Bloomberg, USA  
03.06.2025*



## Environnement et société

Catastrophes naturelles, conséquences du changement climatique, questions de vivre-ensemble et tensions sociales ont également braqué les projecteurs sur la Suisse à diverses reprises en 2025. L'**effondrement du glacier au-dessus de Blatten (VS)** a eu un grand retentissement médiatique international au début de l'été. Les médias étrangers ont relayé l'événement de manière détaillée, de l'évacuation précoce à la destruction du village et à l'amélioration progressive de la situation. Certains d'entre eux ont salué le bon fonctionnement du système d'alerte précoce et la gestion de crise des autorités suisses. De nombreux articles ont établi un lien entre la catastrophe et le changement climatique et présenté la Suisse comme un exemple des défis posés par la crise climatique globale. Plusieurs reportages dans des médias internationaux de référence ont dressé un constat alarmant des changements liés au climat dans les Alpes – par exemple la fonte du permafrost et les risques géologiques qui en découlent dans les régions de montagne. Dans le contexte des discussions sur la reconstruction de Blatten, plusieurs articles ont par ailleurs abordé des questions fondamentales sur la viabilité des formes d'habitat alpin ainsi que sur l'**importance de la vie en montagne**, indissociable de l'identité suisse. Le recul croissant des glaciers suisses, souvent érigé en symbole du réchauffement climatique mondial, a aussi attiré l'attention.

Dans un tout autre domaine, les violents **débordements commis par des jeunes dans le quartier lausannois de Prélaz** ont fait l'objet vers la fin de l'été d'une large couverture médiatique. Ces heurts ont éclaté après l'accident mortel d'un jeune issu de l'immigration qui tentait d'échapper à la police. Certains commentateurs ont souligné le niveau inhabituel de violence pour le pays et se sont montrés surpris de voir la Suisse, considérée comme stable et paisible, elle aussi confrontée à des protestations aussi vives contre les violences policières. Les médias étrangers ont également fait état des **restrictions d'accès à la piscine en plein air de Porrentruy** imposées par la commune, qui limitaient l'accès aux seuls ressortissants suisses et aux personnes titulaires d'un permis d'établissement ou de séjour. La mesure a souvent été présentée de manière objective. Sur les réseaux sociaux et dans certains articles, la décision a été soit saluée, soit interprétée comme l'expression de tensions sociales croissantes.

## Grands événements culturels et sportifs en Suisse

La Suisse a eu droit à de nombreuses louanges et à un écho globalement très positif dans les médias étrangers pour son rôle d'hôte de deux grands événements de portée internationale dans les domaines de la musique et du sport. La **69<sup>e</sup> édition du Concours Eurovision de la chanson**, organisée à Bâle après la victoire de Nemo l'année précédente, a bénéficié d'une couverture médiatique particulièrement importante. Quelques articles sur la compétition à venir ont été publiés avant même qu'elle n'ait lieu, dont des portraits détaillés de la ville hôte. Outre les prestations des artistes, les controverses et les protestations autour de la participation d'Israël ont également capté l'attention des médias. La conduite des organisateurs suisses dans ce contexte n'a pas été particulièrement mise en avant, même s'il a parfois été reconnu que la Ville de Bâle était parvenue à assurer le bon déroulement de l'Eurovision malgré les actions de protestation. Tant la ville rhénane que la Suisse dans son ensemble ont reçu de nombreux éloges dans les médias étrangers pour le professionnalisme des organisateurs, l'hospitalité des autorités et la scénographie du concours. De nombreux articles ont souligné que la Suisse avait donné à cette occasion l'image d'un hôte sympathique aux multiples facettes.

En comparaison, l'écho médiatique de l'**EURO féminin de l'UEFA 2025** – le championnat d'Europe de football féminin organisé dans huit villes suisses – a été plus faible en termes de volume, mais tout aussi positif. Outre les comptes rendus de matchs et les analyses sportives, de nombreux articles ont été consacrés au pays hôte et aux villes accueillant les rencontres. Les médias étrangers ont salué en particulier le grand succès auprès du public, l'ambiance dans les fan-zones, la qualité de l'organisation, le retentissement de l'événement et, enfin, l'impact touristique de la compétition. Certains aspects critiques ont été ponctuellement abordés, tels que le niveau élevé des prix en Suisse, les petits défauts en matière d'infrastructures et le développement du football féminin en Suisse, parfois jugé trop lent. Mais globalement, la Suisse est apparue comme **un pays hôte engagé et efficace**, et plusieurs médias étrangers ont souligné le fait que le tournoi avait donné un nouvel élan au football féminin.



«**Magnificent country.  
Magnificent entertainment.**»

**The Times, UK**  
**18.05.2025**

**«Euro 2025 :  
carton d'audience  
et de billetterie,  
ambiance dans les rues ...**

**Pari réussi  
pour la Suisse»**

**franceinfo, Frankreich**

**12.07.2025**



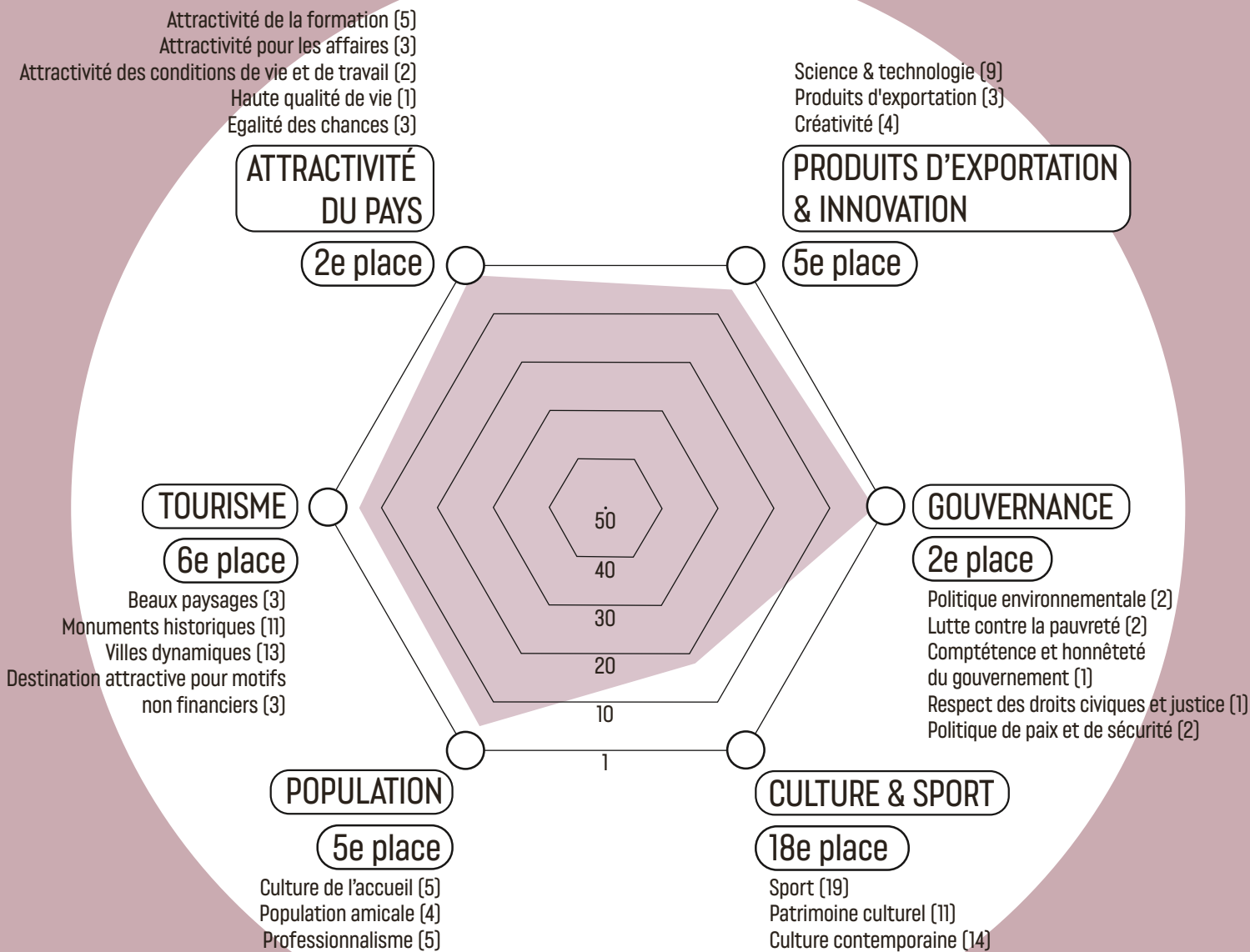
THANK  
EM

# Perception de la Suisse par la population à l'étranger

## Graphique 2

### L'image de la Suisse selon le Nation Brands Index 2025

#### Classement général NBI: 5



Le graphique représente le placement de la Suisse dans les six dimensions de perception du NBI, avec leurs indicateurs respectifs. Exemple de lecture : par rapport au critère de la gouvernance, la Suisse occupe la 2e place parce qu'un large public, dans 20 pays, l'a perçue comme un État doté par un gouvernement compétent (1re place) qui respecte les droits de ses citoyens (1re place), qui s'efforce de promouvoir la paix et la sécurité internationales (2e place) ainsi que la protection de l'environnement (2e place) et qui œuvre à réduire la pauvreté dans le monde (2e place).

L'analyse des articles de presse étrangers fournit des informations précieuses sur la façon dont la Suisse est perçue en dehors de nos frontières. Toutefois, les médias rédactionnels, en particulier les réseaux sociaux, sont focalisés sur les événements qui font l'actualité. C'est pourquoi l'image qu'ils véhiculent représente souvent un instantané soumis à de fortes variations. Les opinions plus profondément ancrées dans la population évoluent beaucoup plus lentement, restent plus stables et ne coïncident donc pas nécessairement avec les sujets qui sont au cœur de l'actualité médiatique. Seule la combinaison d'une analyse des médias et du point de vue de la population dans son ensemble permet d'obtenir une image globale nuancée de la perception de la Suisse à l'étranger. Un suivi pertinent de la réputation combine donc ces deux niveaux.

Les sondages d'opinion sont le meilleur moyen d'appréhender les schémas d'opinion du grand public sur la durée. Le Nation Brands Index (NBI) fournit des informations solides à cet égard (voir encadré page 37). Sur la base d'échantillons représentatifs et d'enquêtes standardisées, le NBI mesure chaque année la force et l'attractivité de l'image de 50 pays auprès de la population de 20 pays. L'enquête permet de comparer la perception de la Suisse au niveau international et de mettre en évidence les domaines dans lesquels elle présente des forces ou des faiblesses particulières. La récurrence de l'enquête permet par ailleurs de suivre l'évolution de la réputation dans le temps. Pour déterminer l'image d'un pays, l'indice prend en compte **six dimensions**: produits d'exportation et innovation, gouvernance, culture et sport, population, tourisme, attractivité du pays et qualité de vie. L'enquête porte sur 3 à 5 indicateurs spécifiques dans chacune de ces dimensions. Sur la base des scores obtenus à partir des réponses, des classements sont établis pour chaque indicateur, chaque dimension et pour l'image globale de tous les pays évalués. Le rang occupé permet ainsi de voir comment la Suisse est perçue par rapport aux 49 autres pays évalués sous l'aspect d'un indicateur, d'une dimension ou de son image globale.

Selon les résultats de l'enquête réalisée à l'été 2025, la Suisse occupe le cinquième rang du NBI sur un total de 50 pays évalués. Comme les années précédentes, elle se classe donc parmi les nations ayant la meilleure image globale au niveau mondial. Elle est aussi le pays de taille petite ou moyenne le mieux classé. Dans les différentes sous-dimensions du Nation Brands Index aussi, la Suisse présente un **profil de perception globalement très positif et largement équilibré**. Elle se classe parmi les dix pays les mieux notés dans cinq des six dimensions évaluées (voir infographie 2). La Suisse est particulièrement bien classée dans le domaine de la gouvernance. Avec une deuxième place (derrière le Canada) et un excellent classement dans deux des cinq indicateurs, le pays est très bien noté par la population à l'étranger pour ce qui est de la compétence du gouvernement et du respect des droits civils. La Suisse obtient également de très bonnes notes en matière de politique de paix et de sécurité, de politique environnementale et de lutte contre la pauvreté. Un autre pilier de l'image positive de la Suisse est l'attractivité du pays et sa qualité de vie. Là encore, la Suisse se hisse à une excellente deuxième place

derrière le Canada, portée par de très bons résultats en matière de qualité de vie et une image de lieu de travail attractif. Concernant la dimension « Produits d'exportation et innovation », la Suisse se classe cinquième: les produits suisses sont très appréciés à l'étranger, tandis que la science et la technologie obtiennent également des notes solides, bien qu'un peu plus mesurées. La Suisse occupe ce même cinquième rang dans la dimension « Population ». Les Suissesses et les Suisses sont perçus comme sympathiques et sont appréciés à l'étranger pour leur haut niveau de qualification. Dans le domaine du tourisme (6e rang), la Suisse profite notamment de ses paysages jugés attrayants. Il n'y a que dans la dimension « Culture et sport » que la Suisse se situe en milieu de tableau, à la 18<sup>e</sup> place.

La dimension « Culture et sport » illustre ainsi parfaitement l'écart précédemment décrit entre l'image médiatique à court terme et les opinions durablement ancrées dans la population. Classée dix-huitième, la Suisse se situe exactement dans la moyenne des quinze dernières années. Ainsi, ni la victoire de Nemo à l'Eurovision en 2024, illustration de la création culturelle suisse, ni le Concours Eurovision de la chanson organisé à Bâle au printemps 2025, peu de temps avant les sondages NBI réalisés à l'été, n'ont permis de modifier durablement la perception du poids culturel de la Suisse à l'étranger, malgré l'écho médiatique extrêmement positif qu'ils ont suscité. Cela montre que si les temps forts médiatiques focalisent momentanément l'attention, les images associées à un pays, profondément ancrées, n'évoluent en général que très lentement.

Aussi stables que soient généralement ces images, le dernier classement NBI met en évidence les changements qui s'opèrent actuellement dans le domaine du soft power. L'accroissement des tensions dans le contexte international et les bouleversements politiques internes dans différents pays, qui se reflètent aussi dans le mode de communication, laissent également des traces dans le ressenti du grand public. Il en résulte des variations inhabituellement tranchées en matière de réputation, comme le montre la volatilité croissante du classement. Dans un tel contexte, **le fait que la Suisse se maintienne durablement en haut du classement** est particulièrement frappant. Cela atteste d'une image solidement ancrée, peu influencée par les évolutions récentes, et qui repose largement sur une confiance bâtie au fil du temps. Depuis 2010, la Suisse s'est toujours positionnée parmi les dix pays ayant le meilleur indice de réputation NBI au monde. En tête de l'actuel classement NBI général, on retrouve le Japon pour la troisième année consécutive, suivi d'autres pays industrialisés comme l'Allemagne, le Canada et l'Italie (voir infographie 3). Comme indiqué précédemment, les dix premiers rangs du classement ont été soumis à d'importants bouleversements au cours des dernières années. Ainsi, après l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, on a pu constater à partir de 2017 une nette perte de réputation des États-Unis, qui sont passés de la première à la dixième place en 2020. Après le départ de Trump, l'image des États-Unis s'est légèrement rétablie. Mais avec le début du second mandat de Trump, les États-Unis sont retombés au 14<sup>e</sup> rang en 2025. Dans le même temps, l'Espagne a fait son entrée dans le top 10 pour la première fois.

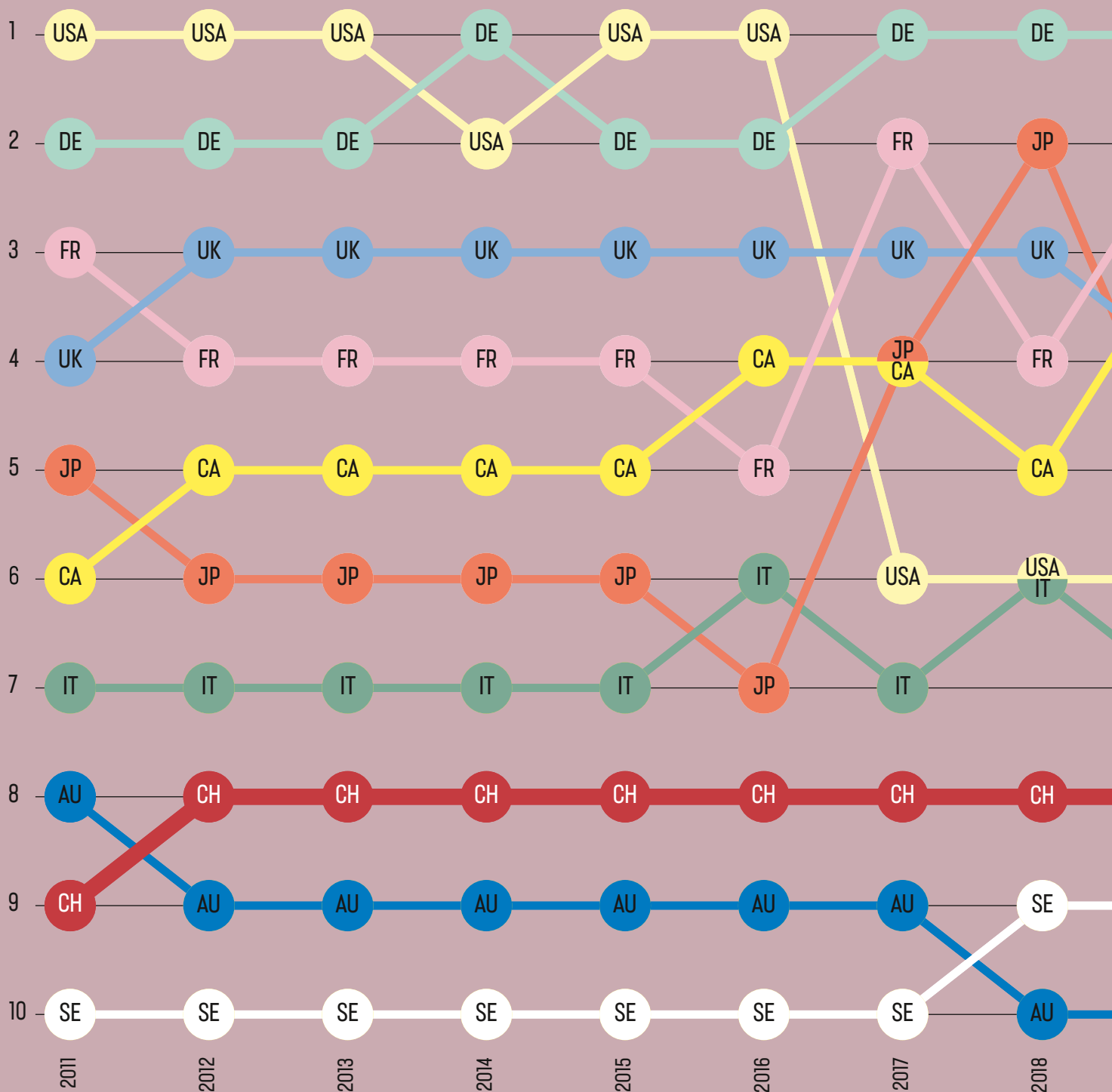
L'évolution du classement de la Suisse au cours des trois dernières années – en particulier sa progression de la 7<sup>e</sup> à la 4<sup>e</sup> place en 2024 – est principalement due à des changements dans d'autres pays plutôt qu'à la modification de l'image de la Suisse elle-même. Si l'on considère en outre, pour 2025, les scores sur lesquels le classement est basé, on constate que l'écart avec l'Italie est très faible. Il convient donc de ne pas surinterpréter la légère régression par rapport à l'année précédente.

Les différences entre les pays d'évaluation et les écarts dans leur notation par rapport à l'année précédente peuvent par ailleurs fournir des indications sur les domaines dans lesquels la Suisse est particulièrement bien perçue et là où des évolutions dans son image se dessinent. Les **classements NBI de la Suisse par pays** au cours des deux dernières années ont donc fait l'objet d'un examen approfondi (voir infographie 4). Il convient de noter que si le NBI fournit des indications sur l'évolution de la perception dans certains pays, il ne permet pas de se prononcer sur les causes de ces changements. Celles-ci ne peuvent être déterminées précisément que dans le cadre d'analyses contextuelles plus poussées ou par des méthodes d'enquête complémentaires.

# Graphique 3

## Les dix meilleurs du classement NBI depuis 2011

Placement (sur un total de 50)



Aperçu de l'évolution du classement des dix premières places du Nation Brands Index depuis 2011. En 2025, la Suisse figure à la très bonne 5e place de ce classement, dont le Japon occupe actuellement la première place. Le NBI reflète la perception de 50 pays.

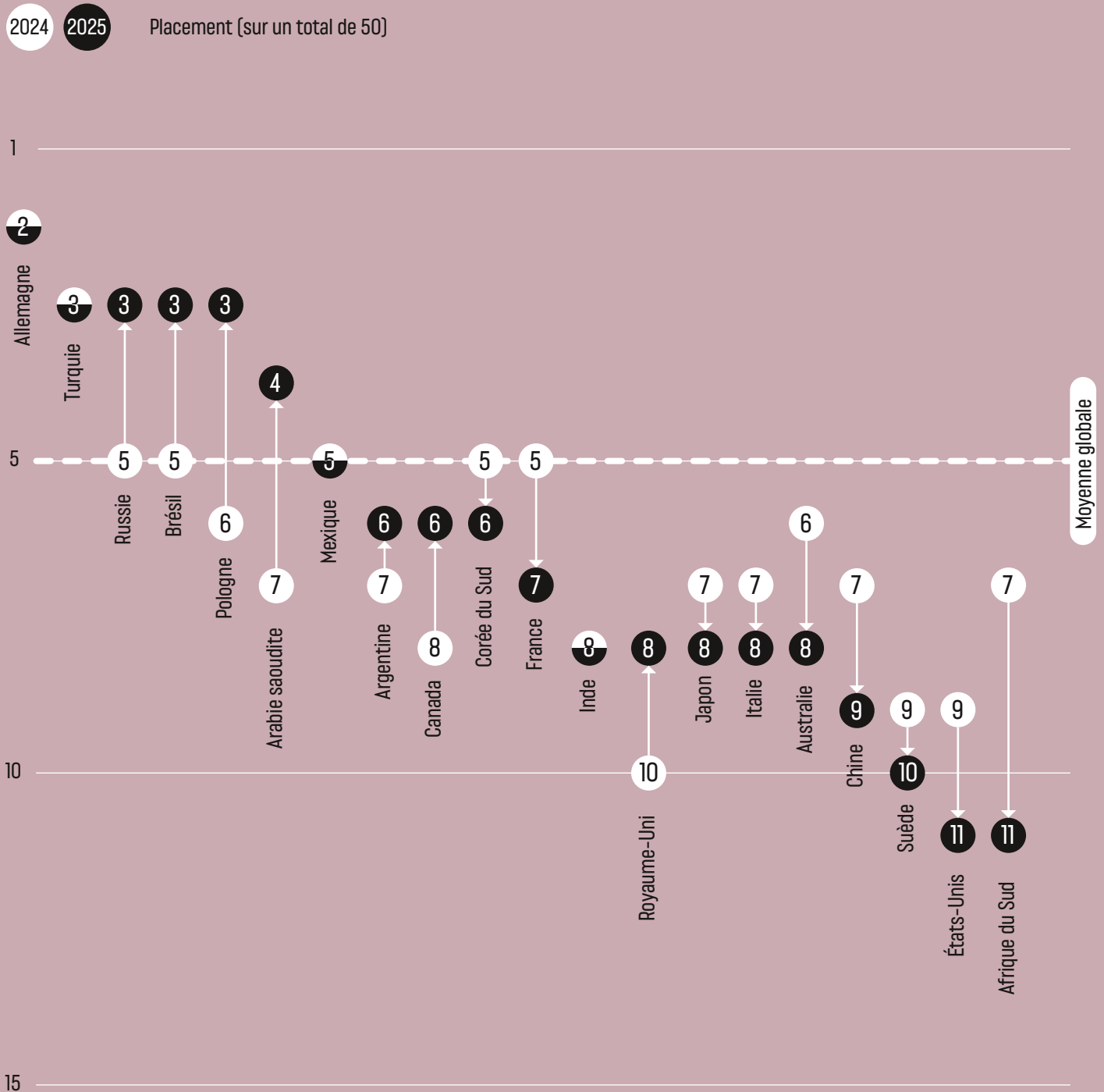
Source : Anholt Nation Brands Index 2025

N<sub>2025</sub> = 40'000



## Graphique 4

# Classement général de la Suisse selon la manière dont elle est perçue dans les pays ayant pris part au sondage du NBI en 2024 et en 2025



Le graphique représente la sympathie éprouvée à l'égard de la Suisse dans les vingt pays ayant fourni des données pour le NBI en 2025, en comparaison avec 2024. Exemple de lecture : la population française place la Suisse au septième rang des pays les plus sympathiques en 2025. En 2024, elle l'avait encore classée cinquième.

Source : Anholt Nation Brands Index 2024 et 2025

N<sub>2024</sub> = 38'000, N<sub>2025</sub> = 40'000

L'examen des évaluations par pays montre que la Suisse jouissait certes d'une image tout à fait positive dans les 20 pays où a été menée l'enquête en 2025, mais que sa position globale très forte dans le NBI ne se reflétait pas partout de la même manière. C'est en Allemagne que la Suisse a été la mieux notée, se classant à nouveau deuxième l'été dernier. Elle obtient également d'excellents résultats en Turquie, Russie et Pologne, pays dans lesquels elle pointe à la troisième position. Cela est particulièrement remarquable dans le cas de la Russie, le gouvernement russe ayant critiqué à plusieurs reprises la Suisse dans le contexte de la guerre en Ukraine et mis en cause sa neutralité et sa crédibilité. Un narratif largement répandu aussi dans les médias, mais qui n'a manifestement pas réussi à ternir l'image positive de la Suisse au sein de la population russe. La plupart des pays d'Europe de l'Ouest ont également classé la Suisse parmi les dix nations les mieux notées, mais pas systématiquement dans le peloton de tête, tandis que les évaluations en Amérique latine étaient en moyenne un peu plus positives.

Des changements s'observent également dans certains pays par rapport à 2024. Notons toutefois que les améliorations et les dégradations des évaluations par rapport à l'année précédente s'équilibrent à peu près. L'image de la Suisse a nettement progressé en Pologne et en Arabie saoudite, où elle gagne trois places. Des évolutions positives s'observent également en Russie, au Brésil, au Canada et au Royaume-Uni. En revanche, une légère tendance à la baisse apparaît dans la région Asie-Pacifique – en Corée du Sud, au Japon, en Chine et en Australie – ainsi qu'en France et aux États-Unis. L'évaluation régresse de manière relativement marquée en Afrique du Sud, où la Suisse perd quatre places et recule au 11e rang. Dans ce pays, comme aux États-Unis, elle sort du top 10 et obtient la note la plus basse auprès de tous les pays dans lesquels a été réalisée l'enquête.

Dans l'ensemble, la comparaison entre les pays montre que **l'image de la Suisse fait l'objet d'un large consensus et reste très forte au niveau international**. Dans de nombreux pays, la perception positive se maintient, voire s'améliore légèrement. Toutefois, certains décrochages – comme c'est le cas pour l'Afrique du Sud – montrent que même une image très forte n'est pas immuable et peut être ponctuellement remise en question. De telles évolutions doivent inciter à observer la réputation du pays de manière ciblée et à entretenir son image en permanence.

### **L'Anholt Nation Brands Index**

*L'Anholt Nation Brands Index (NBI) mesure chaque année la réputation de 50 pays auprès du grand public. Chaque pays est évalué selon six critères (dimensions) : produits d'exportation et innovation, gouvernance, culture et sport, population, tourisme, attractivité du pays et qualité de vie. Les enquêtes NBI sont menées dans 20 pays. Dans chacun de ces pays, environ 2 000 personnes âgées de 18 ans et plus sont interrogées en ligne, soit un échantillon total d'environ 40 000 entretiens pour l'enquête NBI 2025. Les enquêtes ont été menées entre juillet et août 2025 dans les pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, États-Unis, France, Inde, Italie, Japon, Mexique, Pologne, Russie, Royaume-Uni, Suède et Turquie.*

# L'image de la Suisse à l'étranger en 2025

La présente analyse montre qu'en 2025, l'image de la Suisse à l'étranger offrait un tableau globalement équilibré. Aucun narratif positif ou négatif n'a été suffisamment puissant pour influencer unilatéralement sur la perception de la Suisse. 2025 a été une année d'impressions multiples, au cours de laquelle la présentation de la Suisse dans les médias étrangers a oscillé, selon les sujets, entre des accents plutôt critiques et d'autres clairement positifs. L'image de la Suisse a certes connu ponctuellement quelques accrocs, mais le pays a pu asseoir sa réputation foncièrement positive dans le contexte international.

En 2025, le volume et l'intensité de la couverture médiatique étrangère ont évolué à un niveau comparable à celui de l'année précédente. La Suisse n'a pas fait l'objet d'une attention exceptionnelle, mais elle a eu droit régulièrement à une couverture médiatique en lien avec des sujets politiques, économiques et sociaux importants, le ton adopté étant plutôt positif ou critique selon le contexte. Par exemple, la Suisse est apparue à la fois comme un pays politiquement stable offrant une qualité de vie élevée, mais aussi comme un pays fortement touché par les évolutions extérieures et qui, dans un contexte mondial de plus en plus complexe, s'emploie à trouver sa voie et son rôle au niveau international. Les médias étrangers ont ainsi brossé l'image d'une Suisse fortement dépendante d'évolutions et d'événements extérieurs dans différents domaines, que ce soit en relation avec la politique commerciale protectionniste des États-Unis ou l'effondrement du glacier au-dessus de Blatten. Le pays n'a toutefois pas été présenté de manière générale comme étant affaibli ou impuissant. Plusieurs médias étrangers ont également décrit la politique (extérieure), le modèle économique et la société suisses comme pragmatiques, capables de s'adapter et centrés sur la recherche de solutions.

L'ambivalence de l'image médiatique du pays est apparue de manière particulièrement frappante dans le contexte de la politique commerciale et douanière américaine. Une partie des médias a dépeint une Suisse vulnérable sur le plan économique, surprise par le comportement des États-Unis et contrainte à réagir. Selon certains journalistes, l'accord trouvé après coup avec les États-Unis constitue une bouffée d'oxygène pour l'économie suisse, même si les circonstances dans lesquelles il a été conclu ont parfois été controversées. L'évaluation finale et les conséquences sur l'image de la Suisse devraient dépendre aussi du résultat définitif qui sera obtenu dans ce dossier. La couverture médiatique étrangère montrera alors si le pays est perçu en premier lieu comme un habile négociateur ou comme un acteur soumis à la pression économique et disposant d'une marge de manœuvre limitée.

Le tableau est également contrasté en ce qui concerne la place financière suisse. Dans les médias étrangers, la Suisse a été présentée comme une place économique toujours importante, mais en pleine mutation et contrainte de s'adapter. Son rôle de place financière majeure n'a toutefois pas été fondamentalement remis en question. La Suisse a été majoritairement perçue comme un pays qui met tout en œuvre pour gérer la chute et la reprise en urgence de Credit Suisse, mais qui reste confronté dans ce contexte à des défis juridiques et réglementaires non encore résolus.

Il a également été relevé dans les médias que la Suisse est particulièrement touchée par le changement climatique. Le recul accéléré des glaciers suisses, en particulier, a régulièrement été évoqué à l'étranger comme le signe visible du réchauffement global de la planète. Dans le contexte de l'ensevelissement du village de montagne valaisan de Blatten, qui a eu un énorme écho médiatique, y compris à l'étranger, plusieurs articles ont dressé le portrait d'une société suisse confrontée à des questions fondamentales sur l'avenir des espaces de vie alpins et sur sa propre identité.

Contrairement aux médias suisses, le thème des relations bilatérales avec l'UE a été relativement peu relayé dans la presse étrangère. Lorsque le sujet a été abordé, les articles ont le plus souvent dépeint la Suisse comme un pays parfois divisé sur le plan politique et confronté à une décision cruciale. L'intérêt limité des médias en 2025 pourrait également être lié à l'incertitude quant à l'issue d'une éventuelle votation populaire sur le paquet « Stabilisation et développement des relations entre la Suisse et l'UE », à laquelle il a régulièrement été fait référence. Dans le cadre de l'initiative sur la réforme de la fiscalité successorale aussi, les médias étrangers ont parfois évoqué la question des impondérables liés au système de démocratie directe. Mais dans l'ensemble, le système politique suisse est largement reconnu et a souvent été cité en exemple. La Suisse est apparue comme un pays politiquement stable, doté d'une forte culture démocratique et où la population est impliquée dans les décisions importantes. Des événements tels que les débordements commis par des jeunes à Lausanne et les restrictions d'accès à la piscine en plein air de Porrentruy ont toutefois été interprétés comme le signe de tensions sociales croissantes dans une Suisse la plupart du temps décrite comme un pays paisible et à l'abri des conflits.

Enfin, la Suisse a clairement bénéficié de l'écho médiatique suscité par son rôle d'hôte de grands événements internationaux. Les comptes rendus sur l'organisation du Concours Eurovision de la chanson à Bâle et sur le Championnat d'Europe de football féminin ont véhiculé sur toute la planète l'image d'un pays sympathique et ouvert sur le monde. La mention répétée de Genève comme lieu de dialogue international y a également contribué, même si le rôle concret de la Suisse est souvent resté à l'arrière-plan.

En milieu d'année, l'enquête sur la perception de la Suisse par le grand public à l'étranger est venue confirmer son image très positive. La cinquième place décrochée au classement général du Nation Brands Index 2025 a montré une fois de plus que la Suisse faisait partie des pays les mieux notés au monde, et ce depuis plusieurs années déjà. L'analyse des évaluations par pays a en outre révélé que la bonne image de la Suisse faisait l'objet d'un large consensus à l'échelle internationale. Le pays est perçu de manière particulièrement positive dans les dimensions de la gouvernance ainsi que de l'attractivité et de la qualité de vie. Il est très bien noté pour ce qui est de la compétence du gouvernement, du respect des droits civils et de la stabilité politique. Les produits d'exportation, l'innovation et une population suisse perçue comme qualifiée et amicale ont aussi largement contribué à l'image positive de la Suisse en 2025, comme les années précédentes.

L'image positive de la Suisse à l'étranger s'inscrit donc dans la continuité en 2025, dans un monde en pleine mutation. Ce bilan est toutefois soumis à une réserve de taille, comme nous l'avons déjà évoqué en introduction. Le début de l'année 2026 a été assombri par l'incendie de Crans-Montana, qui a peut-être marqué un tournant dans la façon dont la Suisse est perçue à l'étranger. La présente analyse contribuera à mieux comprendre, avec le recul nécessaire, l'impact de cet événement tragique sur la perception et l'image de la Suisse hors de nos frontières.



